

La Flandre s'invite au tax shift

FISCALITÉ Le ministre-président flamand demande à être associé aux discussions

- La Flandre et Bruxelles souhaitent être impliquées dans les discussions sur le glissement fiscal.
- Mais le fédéral est plus que réticent : pas question de laisser entrer le PS dans les discussions.
- Les experts recommandent pourtant une concertation.

Le ministre-président flamand, Geert Bourgeois (N-VA), demande que la Flandre soit impliquée dans l'opération de glissement fiscal (« tax shift ») que le gouvernement fédéral s'apprête à mener.

Pour rappel, d'ici à l'été, la suédoise entend réduire les charges sur le travail et compenser les pertes de recettes qui en découleront en reportant la taxation vers le capital, la consommation et les comportements polluants. Tout l'arbitrage consistera à déterminer dans quelles proportions la fiscalité sera reportée sur ces trois domaines.

Il s'agit là d'un dossier très délicat pour la suédoise, notamment parce que la question d'un impôt sur les revenus du capital fera l'objet d'un bras de fer serré entre le CD&V et la N-VA, en particulier. D'autres antagonismes pourraient d'ailleurs survenir.

Une autre difficulté se profile à présent : la Région flamande souhaiterait être de la fête. Le ministre-président flamand l'a clamé ce mardi matin sur les ondes de la VRT. « *Je veux éviter que nous nous trouvions du jour au lendemain avec une facture d'un demi-milliard* », explique-t-il. Pour Geert Bourgeois, les décisions du fédéral peuvent avoir un impact sur les compétences et les revenus des entités fédérées. « *Les impôts et la TVA sont collectés en grande partie au niveau fédéral et je veux éviter à tout prix*

que nous soyons privés d'un demi-milliard de recettes. »

Le ministre-président flamand va donc prendre les devants et demander l'inscription d'une participation des Régions aux discussions fédérales à l'agenda du comité de concertation, qui réunit fédéral et Régions pour les dossiers qui peuvent concerner ces deux niveaux de pouvoir.

Appel à la loyauté fédérale

Contacté par nos soins, le cabinet du ministre président bruxellois, Rudi Vervoort (PS), demande, de son côté, une concertation préalable. « *Le gouvernement fédéral ne pourra faire l'économie d'une concertation préalable avec les Régions et les pouvoirs locaux. En effet, toute diminution de l'impôt des personnes physiques aura un effet direct sur les recettes régionales et communales à travers les additionnels perçus par ces différents niveaux de pouvoir.* » Bruxelles en appelle aussi à la loyauté fédérale. Le ministre-président wallon, Paul Magnette (PS), n'a pas souhaité réagir à ce stade.

Il faut dire que les Régions sont échaudées : elles n'ont toujours pas digéré ce contrôle budgétaire fédéral où la suédoise, après recalcul, a réduit de 750 millions le montant d'impôt des personnes physiques à verser aux régions.

Mais la messe n'est pas dite. Car au sein même du fédéral, les réticences sont grandes à ouvrir la

porte aux régions pour le tax shift. L'Open VLD, partenaire de coalition tant en Flandre qu'au gouvernement fédéral s'est même opposé à la proposition du ministre-président flamand car cela impliquerait l'entrée dans la danse du PS, a indiqué la présidente de la formation libérale flamande Gwendolyn Rutten. Le PS siège dans la majorité en Wallonie, en Fédération Wallonie-

Bruxelles et à Bruxelles. Pour l'Open VLD, l'impliquer dans le débat ne constitue pas la meilleure idée.

Même réticence aux Finances fédérales. « *Cette discussion se déroulera au sein du seul gouvernement fédéral*, a indiqué Johan Van Overtveldt, ministre N-VA des Finances. *Mais je comprends l'inquiétude du ministre-président flamand face aux implications budgétaires qu'une telle opération peut générer sur les finances régionales. Il va de soi que les entités fédérées seront dûment informées des implications de nos décisions.* »

Rappelons que les six experts que nous avons consultés avant le tax shift recommandaient lourdement une concertation entre le fédéral et les Régions, pour mener un glissement fiscal digne de ce nom.

C'est mal parti. ■

**BERNARD DEMONTY
DIRK VANOVERBEKE**

LE PETIT MOT DE BART**« Avec le PS, pas
de tax shift possible »**

Bart De Wever,
le chef de file
de la N-VA, dit
comprendre la
demande du
ministre-pré-
sident du gouvernement
flamand d'être associé aux
négociations sur la tax shift.
Il pouvait difficilement
contredire le chef de l'exé-
cutif nordiste, Geert Bourgeois,
par ailleurs fondateur de la
N-VA. Mais le bourgmestre
d'Anvers prévient : pas ques-
tion d'ouvrir les négociations
sur ce dossier sensible aux
représentants des entités
fédérées. « *Pourquoi ?* »,
demandons-nous au leader
de la N-VA. Et sa réponse de
fuser : « *Avec le PS d'Elio Di
Rupo, un tax shift ne pourrait
jamais être mise en œuvre.* »

D.V.